

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

# CCAP

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

---

Référence de la procédure : SU-2025-DA-CAC-AD

**Pouvoir Adjudicateur/Acheteur :**

SORBONNE UNIVERSITE

Représenté par : Le Président de Sorbonne Université  
Siège social : 21, rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

**Direction des Achats**

Service Achat Travaux  
1, rue Victor Cousin – 75230 PARIS Cedex 5

**Objet de l'accord-cadre :**

**Maintenance des installations de contrôle d'accès centralisés de  
Sorbonne Université**

Accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2120-1-3°, R2124-1 et R2124-2-1° du code de la commande publique.

# **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - Descriptions techniques des prestations attendues.....</b>	<b>4</b>
2.1 - Codes CPV .....	4
<b>ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTION .....</b>	<b>4</b>
4.1 - Durée .....	4
4.2 - Reconduction .....	4
<b>ARTICLE 5 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>5</b>
6.1 - Pièces générales (non jointes au dossier).....	5
6.2 - Pièces de l'offre.....	5
<b>ARTICLE 7 - MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE – AVENANTS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 - CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - PRESTATIONS SIMILAIRES - EXCLUSIVITÉ .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES.....</b>	<b>6</b>
10.1 - Forme des notifications et informations.....	6
10.2 - Représentation des parties .....	6
10.2.1 - Représentation de l'acheteur.....	6
10.2.2 - Représentation du Titulaire .....	6
10.3 - Groupement d'opérateurs économiques .....	7
10.4 - Sous-traitance .....	7
<b>ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
11.1 - Obligation de résultat .....	7
11.2 - Protection de la main d'œuvre .....	7
11.3 - Responsabilité du Titulaire .....	8
11.4 - Plan de prévention .....	8
11.5 - Qualifications professionnelles .....	8
11.6 - Liste nominative du personnel.....	8
11.7 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	8
11.7.1 - Obligation de confidentialité .....	9
11.7.2 - Protection des données à caractère personnel.....	9
11.8 - Impartialité.....	9
11.9 - Devoir de conseil et d'information .....	9
11.10 - Protection de l'environnement et développement durable .....	9
11.11 - Relevé de données .....	9
11.12 - Prise en compte des évolutions du périmètre .....	10
11.12.1 - Retrait des équipements et de site .....	10
11.12.2 - Ajout d'un nouvel équipement non prévu.....	10
11.13 - Horaires d'intervention sur site.....	10
<b>ARTICLE 12 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX.....</b>	<b>10</b>
12.1 - Contenu des prix .....	10
12.2 - Révision des prix.....	11
12.3 - Notification des prix révisés.....	11
<b>ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>12</b>
13.1 - Présentation des factures.....	12
13.2 - Délai de paiement .....	13
13.3 - Intérêts moratoires .....	13
13.4 - Retenue de garantie.....	14
13.5 - Avance .....	14

<b>ARTICLE 14 - PÉNALITÉS .....</b>	<b>14</b>
14.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations forfaitaires .....	14
14.1.1 - Principe .....	14
14.1.2 - Décompte et montant des pénalités – Maintenance préventive .....	14
14.1.3 - Décompte et montant des pénalités - Maintenance corrective .....	15
14.2 - Pénalités pour indisponibilité .....	15
14.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sur BPU .....	16
14.4 - Autres pénalités .....	16
14.4.1 - Accès, réunions .....	16
14.4.2 - Livrables .....	17
14.4.3 - Pénalité pour sous-traitance non déclarée .....	18
14.4.4 - Délais et retenues pour défaut de remise des documents à fournir .....	18
14.4.5 - Documents contractuels .....	18
14.4.6 - Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale .....	18
<b>ARTICLE 15 - MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>18</b>
15.1 - Émission des bons de commande (engagements juridiques) .....	18
15.2 - Suspension d'un bon de commande .....	19
15.3 - Interruption d'un bon de commande .....	19
15.4 - Suspension, modification et reprise du forfait en cas de crise majeure .....	19
15.5 - Changement de produits .....	19
<b>ARTICLE 16 - CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES .....</b>	<b>20</b>
16.1 - Opération de contrôle et de vérification .....	20
16.1.1 - Contrôle .....	20
16.1.2 - Admission des prestations forfaitaires .....	20
16.1.3 - Admission des prestations hors forfait .....	20
16.1.4 - Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet .....	20
16.2 - Garantie .....	20
<b>ARTICLE 17 - ASSURANCE .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 18 - REVERSIBILITÉ DU CONTRAT .....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 19 - RÉSILIATION .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 20 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 21 - CAS DE FORCE MAJEUR ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 22 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 23 - CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 24 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 25 - DIFFERENDS .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 26 - DROIT, LANGUE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 27 - DÉROGATIONS .....</b>	<b>24</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est un marché de services avec obligation de résultat ayant pour objet l'exécution de :

- Prestations de maintenance des installations de contrôles d'accès centralisés sur la base d'un forfait (Prestations Forfaitaires) ;
- Prestations annexes (Prestations Hors forfait) traitées à prix unitaires qui s'exécuteront par l'émission d'un bon de commande à la survenance du besoin suite à l'établissement d'un devis établi en application des prix contenus dans le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U).

## **ARTICLE 2 - Descriptions techniques des prestations attendues**

Les prescriptions techniques des prestations, objet de l'accord-cadre sont détaillées dans le CCTP.

### **2.1 - Codes CPV**

Les codes CPV correspondants aux prestations objet de l'accord-cadre sont les suivants :

- 50710000-2 – Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments,
- 50711000-2 - Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment,
- 50312000-5 - Maintenance et réparation de matériel informatique.

## **ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE**

Conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire « composite » fixant toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre est structuré en deux volets suivant la nature des prestations à réaliser : et indiqués à l'article 1 du présent CCAP.

## **ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTION**

### **4.1 - DUREE**

Le marché a une durée d'exécution de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est **reconductible tacitement une (1) fois pour une période de deux (2) ans** sans que sa durée totale ne puisse excéder **4 ans**.

L'acheteur acte par écrit sa décision de ne pas reconduire le marché. Cette décision devra être notifiée au Titulaire au moins 2 mois avant l'échéance de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction par l'acheteur, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction (article R.2112-4 du CCP).

Les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 5 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimums et un maximum :

- Le montant minimum correspond au montant forfaitaire des prestations de maintenance de vérification, de maintenance préventive périodique des installations, dite « entretien complet » et de maintenance corrective ;
- Le montant maximum correspond au montant engagés sur la durée maximale des accords-cadres sur 4 ans soit : 1,5 million d'euros hors taxe.

## **ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes financières;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 « RGPD - traitement des données à caractère personnel » ;
  - Annexe 2 - la charte graphique de Sorbonne Université ;
  - Annexe 3 - la charte de développement
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ainsi que ses annexes :
  - Annexe 1- inventaire des composants lot 1 ;.
  - Annexe 1- inventaire des composants lot 2 ;
  - Annexe 2 - Gammes de maintenance.

### **6.1 - PIECES GENERALES (NON JOINTES AU DOSSIER)**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux 2021) dans sa dernière version ;
- Le code de la commande publique (CCP).

### **6.2 - PIECES DE L'OFFRE**

- L'offre technique du candidat ;
- Les réponses aux questions survenues lors de la phase d'analyse des offres.

Toute clause figurant sur la proposition du titulaire (fiche technique ou documentation générale) et contraire aux autres pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés par Sorbonne Université font foi. Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 7 - MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE – AVENANTS**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications à l'accord-cadre afin de tenir compte des travaux de réhabilitation des bâtiments, des rénovations des installations techniques de manière à adapter en permanence l'accord-cadre au besoin de l'Université, d'assurer la sécurité du public et des travailleurs et d'assurer la continuité du service public.

Tout ajout ou changement relatif à la nature et l'étendue des prestations fera l'objet d'un avenant dans le respect de la réglementation en vigueur au moment des dits changements conformément aux articles L2194-1 et L2194-2 du code de la commande publique.

L'acheteur se réserve toutefois le droit de proposer ou d'imposer une autre forme de modification du marché (Ordre de service, protocole transactionnel ...) toujours dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 8 - CLAUDE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du CCP, les conditions d'exécution du contrat peuvent faire l'objet d'un réexamen dès lors que l'équilibre initial du contrat est rompu. Cette rupture doit être telle que l'une des parties n'est plus en mesure de respecter ses obligations.

Pourront ainsi faire l'objet d'un réexamen les conditions économiques du contrat, les délais d'exécution ainsi que l'étendue des obligations.

#### **ARTICLE 9 - PRESTATIONS SIMILAIRES - EXCLUSIVITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre peut-être conclu avec le Titulaire.

Sorbonne-Université se réserve le droit de se fournir en pièces détachées et / ou en matériels auprès d'un autre prestataire que le Titulaire quel que soit le montant du devis relatif à la fourniture de pièces détachées et / ou de matériels produit par le Titulaire pour des besoins occasionnels, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 40 000 € HT. Auquel cas, le Titulaire du présent marché pourrait avoir à sa charge l'installation de ces pièces et/ou de ces matériels et leur maintenance au tarif indiqué dans le BPU.

#### **ARTICLE 10 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES**

##### **10.1 - Forme des notifications et informations**

Les stipulations prévues à l'article 3.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services (FCS) sont seules applicables.

La notification au Titulaire des décisions ou informations de l'acheteur lorsqu'elles sont faites par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont adressées aux coordonnées du Titulaire figurant à l'Acte d'Engagement ou à celles qu'il a ensuite communiquées pour les recevoir à une autre adresse.

##### **10.2 - Représentation des parties**

###### **10.2.1 - Représentation de l'acheteur**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une personne du service chargé de l'exécution et une personne de la Direction des Achats (DA), habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

###### **10.2.2 - Représentation du Titulaire**

Dans un délai de 15 jours suivant la date de notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

En cours d'exécution, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre. Notamment redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

### **10.3 - Groupement d'opérateurs économiques**

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

### **10.4 - Sous-traitance**

Les stipulations prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du CCP, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont seules applicables.

Le Titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par l'acheteur.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient, le candidat fournit à l'acheteur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le Titulaire du marché et son sous-traitant
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC)
- Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s) et leur montant
- Les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire (à l'exception du DC1).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

## **ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **11.1 - Obligation de résultat**

Le présent accord-cadre est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations. Le Titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le Titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant de l'acheteur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution de l'accord-cadre ;
- Demander à l'acheteur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le Titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, l'acheteur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues à l'article 13 du présent CCAP ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 18 du présent CCAP.

### **11.2 - Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire produit tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions

de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par chaque membre du groupement.

Le Titulaire remet également au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 13 du présent CCAP soit résilier l'accord-cadre, sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 18 du présent CCAP.

### **11.3 - Responsabilité du Titulaire**

Le Titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, à ceux de l'acheteur ou à ceux des tiers.

### **11.4 - Plan de prévention**

Le Titulaire devra fournir au représentant de l'acheteur, l'ensemble des renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention.

### **11.5 - Qualifications professionnelles**

Le Titulaire doit disposer des qualifications professionnelles adaptées aux équipements et à la réglementation. Le Titulaire doit s'assurer que ses travailleurs possèdent une formation suffisante leur permettant de connaître et de mettre en application les prescriptions de sécurité à respecter pour éviter des dangers dus à l'électricité dans l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Il doit, le cas échéant, organiser au bénéfice des travailleurs concernés la formation complémentaire rendue nécessaire notamment par une connaissance insuffisante desdites prescriptions.

Le Titulaire devra à tout moment pouvoir justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la compétence de son personnel intervenant dans le cadre de ses interventions. En cas de manquement à cette obligation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un personnel compétent et spécialisé. Le Titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et celles particulières des sites concernés et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés.

### **11.6 - Liste nominative du personnel**

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux sera établie et fournie par le Titulaire. Le Titulaire devra certifier que toutes les personnes qu'il emploie pour réaliser les prestations sur les sites sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le Titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

### **11.7 - Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire s'engage à respecter son obligation de confidentialité et la protection des données à caractère personnel dans les conditions décrites aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG-FCS.



#### **11.7.1 - Obligation de confidentialité**

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord de l'acheteur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par l'acheteur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

#### **11.7.2 - Protection des données à caractère personnel**

A l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel soumises à la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément à cette loi, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En cas de violation de ces dispositions par le Titulaire, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par l'acheteur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le Titulaire au titre du présent article.

#### **11.8 - Impartialité**

Le Titulaire s'engage pendant toute la durée de l'accord-cadre à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, ni avec le client ni avec une société susceptible d'effectuer des travaux ou contrôles périodiques, vérifications ou diagnostics.

#### **11.9 - Devoir de conseil et d'information**

Le Titulaire a un devoir de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des règles de l'art.

Le Titulaire se devra d'informer l'acheteur en cas de perte d'un agrément, d'une certification ou d'une autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du présent accord-cadre.

De manière générale, le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de tout changement susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

#### **11.10 - Protection de l'environnement et développement durable**

L'acheteur, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que ses partenaires adoptent une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre.

#### **11.11 - Relevé de données**

Conformément aux dispositions du CCTP, le Titulaire fournit l'ensemble des livrables demandés dans les délais mentionnés.

En cas de retard dans la communication des documents, le Titulaire peut encourir des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

### **11.12 - Prise en compte des évolutions du périmètre**

#### **11.12.1 - Retrait des équipements et de site**

Il sera signalé par écrit au Titulaire de l'accord-cadre, tout retrait des équipements. Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par modification (avenant).

Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements.

Le Titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du représentant de l'acheteur.

Toute suppression ou ajout d'un site s'effectue par acte modificatif (avenant).

#### **11.12.2 - Ajout d'un nouvel équipement non prévu**

Des nouveaux équipements sont susceptibles d'être intégrés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont signalés par écrit au Titulaire. Les conditions d'ajout de ces équipements seront fixées par modification de l'accord-cadre (avenant) envoyé par le représentant de l'acheteur au Titulaire.

### **11.13 - Horaires d'intervention sur site**

L'entretien préventif et les visites de contrôles des installations seront effectués pendant les jours ouvrés du site, du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00.

Le prestataire est informé que les conditions d'accès aux différents bâtiments peuvent varier en fonction des sites. Les plages horaires étant parfois plus restreintes sur certains sites, le prestataire sera informé de ces spécificités.

## **ARTICLE 12 - MODALITÉS ET DÉTERMINATIONS DES PRIX**

### **12.1 - Contenu des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres.

L'accord-cadre est traité à prix forfaitaire pour tous types de maintenances (dans la limite des prestations définies au CCTP). Les prestations exécutées seront facturées selon les prix fixés à l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est traité à prix unitaire pour les travaux. Les prestations sont appliquées aux quantités réellement exécutées selon le bordereau de prix unitaire joint en annexe de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Le Titulaire de chaque lot est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de la prestation. Les Titulaires reconnaissent avoir été informés que l'offre faite dans l'acte

d'engagement comprend l'ensemble des éléments décrits au CCTP. En conséquence, les Titulaires ne pourront jamais prétendre que des erreurs ou omissions à l'acte d'engagement fassent l'objet de supplément de prix. Ainsi de par l'acceptation du présent accord-cadre, les Titulaires déclarent avoir procédé avant tout commencement d'exécution des prestations, aux vérifications utiles pour évaluer l'importance des demandes. C'est d'après cette évaluation qu'ils proposeront les différents prix.

## 12.2 - Révision des prix

Les prix **sont fermes la première année d'exécution du marché** pour la maintenance préventive et la maintenance corrective.

Ils sont révisables annuellement.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de la dernière offre du titulaire, appelé mois d'établissement des prix Mo.

Les prix du marché sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du démarrage de l'exécution des prestations, appelée mois « Mr », par application de la formule suivante :

Les prix révisés sont obtenus par l'application de la formule suivante :

$P1 = Po [(0,70 \times S / S^{\circ}) + (0,30 \times F / F^{\circ})]$
---

dans laquelle:

P1 : prix révisé ;

S : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés. Construction. Base 100 en décembre 2008. Identifiant INSEE : 01565188.

F : FSD1, frais et services divers – modèle de référence n°1. Base 100 en juillet 2004.

Les valeurs des indices  $S^{\circ}$  et  $F^{\circ}$  sont celles correspondant au mois  $M^{\circ}$  - mois de remise des offres. Les valeurs de S et F sont les dernières valeurs disponibles lors de la révision.  
Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

## 12.3 - Notification des prix révisés

La demande de révision des prix doit émaner du Titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Les prix révisés devront être communiqués à la Direction des Achats au minimum 2 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre et ne feront pas l'objet d'un avenant. Les prix devront être validés par l'acheteur.

L'acheteur peut soit accepter la demande soit demander au Titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au Titulaire se fera par le biais de la Plateforme des Achat de l'Etat (PLACE).

## **ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Le règlement de la facture s'effectuera trimestriellement à terme échu pour la maintenance préventive et corrective, et après réalisation complète des prestations prévues par bon de commande pour les prestations hors forfait.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne université.

### **13.1 - Présentation des factures**

Les factures correspondent aux prestations commandées.

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du CCP, le titulaire du marché conclu avec Sorbonne Université, ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-5, une solution mutualisée « portail public de facturation » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Les informations nécessaires au dépôt des factures par le titulaire sur CHORUS PRO sont :

- SIRET : 13002338500011 (identifiant de Sorbonne Université en tant que destinataire de la facture) ;
- TVA : FR90130023385 ;
- N° EJ : il s'agit du numéro de bon de commande que vous a communiqué le représentant du maître d'ouvrage désigné dans le marché ;
- N° code service : ne rien inscrire dans cette case.

Pour toute information concernant la transmission des factures par voie dématérialisée, vous pouvez contacter :

- L'AIFE, par courriel, à l'adresse suivante : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)
- Le site « Communauté Chorus Pro », à l'adresse suivante : <https://communauté-chorus-pro.finances.gouv.fr>

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le Titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1° Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2° Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
  - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
  - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;

- 3° Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Conformément aux dispositions de l'article D.2192-2 du CCP et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L.2192-1 à L.2192-3 comportent les mentions suivantes :

- 1°- La date d'émission de la facture ;
- 2°- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3°- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4°- Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5°- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6°- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7°- Le code site du lieu d'exécution des prestations ;
- 8°- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 9°- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 10°- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 11°- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 12°- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 13°- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

En outre et ce conformément aux dispositions de l'article R.2392-3 du CCP, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission sous forme électronique.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités prévues à l'article 13 du CCAP précomptées sur les sommes dues au Titulaire. Le montant de la somme à régler au Titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au Titulaire du marché pour réédition conforme.

### **13.2 - Délai de paiement**

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

En application de l'article R.2192-12 dudit code, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par Sorbonne Université.

### **13.3 - Intérêts moratoires**

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du CCP, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de dépassement de ce délai contractuel et conformément à l'article R.2192-31 du code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses

opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **13.4 - Retenue de garantie**

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie.

### **13.5 - Avance**

Sauf renoncement expresse du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire au regard des conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique. Le taux de l'avance sera déterminé au moment de l'attribution du marché, en fonction de la forme juridique du titulaire.

Pour les prestations forfaitaires, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 14 - PÉNALITÉS**

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

### **14.1 - PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES**

#### **14.1.1 - Principe**

La bonne exécution de ces prestations sera jugée sur les objectifs décrits dans le CCTP.

Les objectifs doivent être constamment atteints. Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les contrôles du respect des obligations seront effectués :

- A partir des données du planning de maintenance préventive validé par l'acheteur ou son représentant et des comptes rendus d'intervention.
- Sur site par un représentant de l'acheteur qui donne lieu en cas de non-respect d'un objectif qu'il soit de moyen ou de résultat, à un simple constat signé conjointement d'un représentant de Sorbonne Université et d'un représentant du Titulaire sur site. Une copie du constat étant remise à l'entreprise.

#### **14.1.2 - Décompte et montant des pénalités – Maintenance préventive**

##### **a) Décompte des pénalités**

Le point de départ des jours de retard des prestations de maintenance préventive est la date du dernier jour de maintenance prévue sur le dernier planning de maintenance préventive validé par l'acheteur. Le décompte court jusqu'à l'achèvement complet de la prestation de maintenance préventive considérée.

b) Montant des pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations lors d'une tâche planifiée, le Titulaire encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, des pénalités définies comme suit :

Libellé	Fréquence	Montant des pénalités
Tâches planifiées	Pour chaque tâche planifiée	150 € par semaine de retard

#### 14.1.3 - Décompte et montant des pénalités - Maintenance corrective

a) Décompte des pénalités

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-FCS, les délais en heures sont valables quels que soient l'heure et le jour de la défaillance et courent à partir de l'heure à laquelle est communiquée la défaillance au Titulaire (par appel téléphonique, courriel ou télécopie). Le décompte des pénalités court jusqu'à la remise en service de l'installation.

b) Montant des pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le Titulaire encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, pour chaque dépassement les pénalités définies comme suit :

Libellé	Criticité	Montant des pénalités en € HT
Dépassement du délai d'intervention	évènement très critique	50 € HT par heure de retard
	évènement critique	50 € HT par heure de retard
	évènement ordinaire	25 € par heure de retard
Dépassement du délai de remise en service	évènement très critique	50 € HT par heure de retard
	évènement critique	50 € HT par heure de retard
	évènement ordinaire	25 € par heure de retard
Dépassement du délai de remise en état	évènement très critique	50 € HT par heure de retard
	évènement critique	50 € HT par heure de retard
	évènement ordinaire	25 € par heure de retard

#### 14.2 - Pénalités pour indisponibilité

En cas de non-respect des dispositions sur les délais d'indisponibilité admis à l'article 7.2.2 du CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 120 € pour chaque



événement constaté. Les engagements contractuels sur les temps d'indisponibilité ne comptabilisent pas les indisponibilités liées à des actes de malveillance ou d'usage anormal.

L'indisponibilité est définie par l'absence de fonctionnement d'un équipement. Un équipement fonctionnant en mode dégradé avec l'accord du représentant de l'acheteur est considéré comme disponible du point de vue de l'application des pénalités.

Le temps d'indisponibilité d'un équipement est calculé entre l'enregistrement de la demande du représentant de l'acheteur et la remise en service en mode normal ou dégradé (dépannage).

### 14.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sur BPU

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le Titulaire encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, des pénalités définies comme suit :

Libellé	Fréquence	Montant des pénalités
Retard dans l'établissement d'un devis détaillé pour intervention hors forfait	Pour chaque demande	50 € par jour ouvré de retard
Présentation d'un devis non conforme	Pour chaque présentation de devis non conforme	50 € HT
Non-respect du délai de réalisation d'une intervention hors forfait	Pour chaque demande	60 € par jour ouvré de retard

### 14.4 - Autres pénalités

#### 14.4.1 - Accès, réunions

Libellé	Fréquence	Montant des pénalités
Perte de clés ou de badges	A chaque perte	Remplacement aux frais du Titulaire des moyens d'accès perdus
Accès d'un technicien du Titulaire ou d'un sous-traitant sans autorisation	Pour chaque intervention	50 €
Absence d'un technicien lors de l'intervention d'un sous-traitant ou du bureau de contrôle	Pour chaque absence	100 € par jour ouvré de retard
Absence de plan spécifique (permis feu, etc.) lors d'une intervention à risque	A chaque intervention	100 €



Indisponibilité de tout ou partie du bâtiment (problème de sécurité des biens ou des personnes dû au Titulaire)	A chaque intervention	10 € par m <sup>2</sup> (au prorata de la surface inaccessible) et par heure
---	-----------------------	--

#### 14.4.2 - Livrables

LIV	Type de document	Délai	Fréquence	Mont des pénalités en € HT
LIV1	Remise du rapport de prise en charge (RPC)	≤ J0 + 90 jours	X	100 € par jour ouvré de retard
LIV2	Remise du rapport final de prise en charge (RPCF + bilan patrimonial)	15 jours après remise du RPC	X	100 € par jour ouvré de retard
LIV3	Copie des fichiers de programmation SSI	≤ 10 jours ouvrés	X	40 € par jour ouvré de retard.
LIV4	Récépissé de demande d'intervention	≤ 1 jour ouvré	X	40 € par jour ouvré de retard.
LIV5	Fiche d'intervention	≤ 1 jour ouvré	X	40 € par jour ouvré de retard.
LIV6	Planning annuel des opérations de maintenance	Dernier mois de l'année lors de la RA (pour la 1ère année 30 jours après la notification)	Annuelle	100 € par jour ouvré de retard
LIV7	Compte rendu d'action de maintenance spécifique (CRAMS)	2 jours ouvrés	Après chaque intervention	40 € par compte rendu par jour de retard
LIV8	Rapport mensuel d'activité (RMA)	Le 8 de chaque mois	Mensuelle	100 € par jour ouvré de retard
LIV9	Comptes rendus de réunion d'Avancement (RA)	15 jours après la date de la réunion	Trimestrielle	40 € par compte rendu par jour de retard
LIV10	Rapport annuel d'exploitation (RAE)	Remise du RAE (pour la 1ère année limitée à la période écoulée depuis la notification)	Le 15 de chaque année civile	100 € par jour ouvré de retard
	Tenue à jour du registre de sécurité	Après chaque contrôle	X	40 € par manquement après constat
	Plan de progrès	Au terme de chaque année d'exercice contractuel	Exercice annuel	100 € par jour ouvré de retard

#### 14.4.3 - Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de 3000 € pour une sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fera l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée au Titulaire.

#### 14.4.4 - Délais et retenues pour défaut de remise des documents à fournir

Libellé	Valeurs	Montant des pénalités en € HT
Défaut de remise des documents (documentation...)	A chaque constat	40 € HT par jour ouvré de retard.

#### 14.4.5 - Documents contractuels

Libellé	Valeurs	Montant des pénalités en € HT
Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique	A chaque constat	100 € par manquement après mise en demeure restée infructueuse pendant 5 jours à compter de la notification
Absence de continuité de service	Constat	150 € HT par jour

#### 14.4.6 - Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le Titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égale à 10% du montant du marché, en tout état de cause dans la limite de l'amende pénale encourue pour l'infraction commise.

### ARTICLE 15 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

#### 15.1 - Émission des bons de commande (engagements juridiques)

Conformément à l'article R2162-13 du CCP, l'accord-cadre s'exécute au moyen d'engagements juridiques validés électroniquement par les responsables désignés par la Présidente de Sorbonne Université ou ses représentants. Les engagements juridiques (bons de commandes) sont émis au fur et à mesure des besoins.

Les engagements juridiques peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de l'accord-cadre. Chaque engagement juridique est adressé par courriel ou par courrier. Dans ce dernier cas, le Titulaire vérifie que tout engagement juridique est bien une première commande et non une confirmation de courriel.

Nota : Le Titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée

Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants :

- Le numéro de l'accord-cadre
- L'identification de l'établissement.
- La désignation et l'adresse du service émetteur.
- La référence de l'engagement juridique.
- L'adresse précise de la facturation.
- La désignation exacte des prestations.
- Le prix déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix.
- La date d'émission du bon de commande.
- Le nom du signataire électronique.

### **15.2 - Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation.

A l'expiration de cette durée l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations objet du ou des bons de commande suspendus.

### **15.3 - Interruption d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande l'acheteur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

### **15.4 - Suspension, modification et reprise du forfait en cas de crise majeure**

En cas de difficulté d'exécution dues à une situation de crise majeure, l'acheteur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur.

### **15.5 - Changement de produits**

Les livraisons et interventions doivent être conformes aux commandes. Dans le cas où le Titulaire serait soumis à une interruption de commercialisation ou d'une rupture de stock d'un produit référencé dans l'accord-cadre, il devra prévenir l'acheteur.

En cas de changement d'un article défini dans le cahier des charges, du fait d'un arrêt de commercialisation ou d'une rupture de stock, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre à l'acheteur un produit de substitution, dans les conditions cumulables suivantes :

1. La qualité du produit devra être égale ou supérieure au produit concerné ;
2. Le prix de vente du produit de substitution est inférieur ou égal au produit concerné, mais en aucun cas supérieur au prix défini au BPU.

## **ARTICLE 16 - CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS - GARANTIES**

### **16.1 - Opération de contrôle et de vérification**

Les opérations de vérification et de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

#### **16.1.1 - Contrôle**

Les vérifications seront effectuées par un ou plusieurs représentants de l'acheteur.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- Le respect des exigences et l'atteinte des résultats définis au CCTP,
- La qualité des prestations exécutées,
- L'état des installations et des locaux entretenus,
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance,
- La tenue à jour de la documentation technique réglementaire.

#### **16.1.2 - Admission des prestations forfaitaires**

L'admission des prestations forfaitaires peut intervenir

- A la suite des vérifications prévues au CCTP,
- A la suite de la remise du rapport trimestriel,
- Lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant de l'acheteur.

#### **16.1.3 - Admission des prestations hors forfait**

L'admission des prestations hors forfait peut intervenir

- A la suite des vérifications prévues au CCTP,
- Lorsque l'ensemble de la documentation technique et de maintenance est à jour et accessible au représentant de l'acheteur.

#### **16.1.4 - Communication de la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet**

A l'issue des opérations de vérification, le représentant de l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet, et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

Si la prestation n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre ou du bon de commande, le représentant de l'acheteur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, et ce dans un délai qu'il prescrit (par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG FCS).

Par la suite, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont prises conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Le représentant de l'acheteur est chargé de la certification du service fait.

### **16.2 - Garantie**

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **ARTICLE 17 - ASSURANCE**

Le Titulaire de chaque lot doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit justifier, dans un délai de cinq jours à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le Titulaire.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 13 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 18 du présent CCAP si le Titulaire ne répond pas à la relance de l'acheteur.

## **ARTICLE 18 - REVERSIBILITÉ DU CONTRAT**

Le Titulaire s'engage à assurer la réversibilité du contrat afin de permettre à l'acheteur de remplacer le Titulaire du contrat, voire de prendre en charge directement les prestations au terme du contrat et d'anticiper les conséquences du changement.

Le Titulaire a l'obligation de fournir gratuitement et dans les délais fixés par l'acheteur les plans, codes, tableaux récapitulatifs, tableaux d'inventaires et tout documents de gestion en format papier et/ou en version électronique selon qu'il en dispose.

Dans les deux mois avant le terme de l'accord-cadre, l'acheteur pourra désigner un expert qui dressera un bilan des installations permettant ainsi de vérifier que le Titulaire a satisfait à l'obligation qui lui est faite de rendre en fin d'exécution de l'accord-cadre l'installation en état normal de fonctionnement et de maintenance. Le cas échéant, le Titulaire effectuera les prestations complémentaires.

## **ARTICLE 19 - RÉSILIATION**

L'acheteur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le représentant de l'acheteur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire lorsque ce dernier est soumis au versement de pénalités d'un montant équivalent ou supérieur à 20 % du marché sur l'ensemble de la durée du marché, suite à la mauvaise exécution mais également en cas de problèmes répétés sur un site. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable.

En cas d'interruption du service du Titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable du représentant du site et/ ou de l'acheteur, le représentant de l'acheteur pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du Titulaire se prolonge pendant plus de 7 jours calendaires à compter de la mise en demeure, le représentant de l'acheteur peut de plein droit exiger la résiliation pleine ou partielle du marché.

En cas de retard du prestataire notamment pour la planification des interventions réglementaires, ou de retard récurrent, l'acheteur se réserve la possibilité sans mise en demeure préalable, de résilier pour faute.

Outre l'absence de remise d'attestation d'assurance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dont sera Titulaire l'entreprise si elle n'exécute pas son marché dans les conditions prévues aux pièces contractuelles.

## **ARTICLE 20 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers, l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, lorsque les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du Titulaire, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf si le Titulaire peut justifier que des raisons extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations.

Conformément à l'article 45.3 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 21 - CAS DE FORCE MAJEUR ET CONTINUITE DE SERVICE PUBLIC**

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel, le Titulaire est contraint d'assurer un service minimum.

- En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'assurer la prestation dans les conditions prescrites suite à un arrêt de travail ou de grève de son personnel, le représentant de l'acheteur pour garantir la continuité de sa mission de service public, se réserve le droit de faire réaliser les prestations par un autre prestataire et ce, jusqu'à rétablissement de la situation par le Titulaire.

Dans ce cas, la personne publique émettra un ordre de service écrit au prestataire saisi. Dès réception de cet ordre, le prestataire pourra exécuter la prestation en lieu et place du Titulaire défaillant.

Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu de :

- Payer les pénalités correspondant à la période allant de la date et heure d'ouverture de l'incident jusqu'à la mise à disposition auprès de la personne publique du service équivalent par le prestataire de substitution ;
- De suspendre la facturation liée au service interrompu ;
- Payer à titre de dédommagement le double de la différence entre le coût facturé par le prestataire de substitution et le coût contractuel des prestations que le Titulaire aurait dû réaliser pendant la période considérée.

Cette prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le Titulaire qui aura été dûment constatée.

## **ARTICLE 22 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à fournir à Sorbonne Université une adresse mail valide pendant toute la durée d'exécution du contrat.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 13 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 18 du présent CCAP si le Titulaire ne répond pas à la relance de l'acheteur.

## **ARTICLE 23 - CESSION OU NANTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre peut, en tout ou partie, être librement cédé par le Titulaire en application des dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-63 du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du CCP est la Président de Sorbonne Université (Direction des achats – Service Achat Travaux – 1, rue Victor Cousin – 75230 Paris Cedex 5).

## **ARTICLE 24 - REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.



## **ARTICLE 25 - DIFFERENDS**

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le Titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, cette lettre doit être communiquée à l'acheteur dans le délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. L'acheteur, ou le Titulaire, peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP.

## **ARTICLE 26 - DROIT, LANGUE**

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution du présent accord-cadre est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, l'acheteur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

## **ARTICLE 27 - DÉROGATIONS**

<b>Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-FCS</b>	<b>Clauses concernées</b>	<b>Articles du CCAG-FCS auxquels il est fait dérogation</b>
14.1.1	Pénalités	27 et 28
14.1.2	Pénalités	14
14.1.3	Pénalités	3.2 et 14
14.3	Pénalités	14
16.1	Délais accordés au Titulaire pour présenter les prestations mises au point	30.2.1
17	Assurance	9.2
19	L'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable	41.2
25	Différends	46.2